



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mamoudzou, le 10 mars 2026

L'économie de Mayotte au 4^e trimestre : Une fin d'année plus optimiste malgré des contraintes post-Chido toujours impactantes

L'activité économique entame une reprise progressive en fin d'année, bien que la reconstruction post-Chido suscite encore à l'heure actuelle de grandes attentes.

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) est hausse de 1,7 point et se positionne à 112,8. Le niveau des trésoreries continue de se dégrader bien que cette tendance tende à se réduire. Si les délais de paiements se raccourcissent, cette évolution semble ne pas forcément traduire une amélioration intrinsèque de la santé financière des entreprises mais plutôt un climat de méfiance accru entre les opérateurs.

Sur un an, de décembre 2024 à décembre 2025, **l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente** de 1,3 % à Mayotte. Ce niveau reste proche de celui observé au niveau national (+0,8%). L'inflation est tirée par la hausse des prix de l'alimentation (+5,1 %).

La consommation des ménages semble repartir à la hausse. Les importations de produits courants et de produits d'équipement du foyer sont progression de respectivement 12,1 % et 7,6 % par rapport au troisième trimestre. Les crédits à la consommation restent pour leur part à un niveau constant avec une progression de 0,02 %, dont une partie reste dédiée à de l'investissement immobilier.

Après un léger repli au troisième trimestre, **les importations atteignent au quatrième trimestre 2025 un niveau inédit.** Ces dernières progressent de 3,8 % par rapport au trimestre précédent dépassant pour la première fois le seuil des 300M€ en un trimestre. Elles sont tirées par les importations de produits de consommation courante (+12,1 %), les biens intermédiaires (+8,4 %) et par celles de biens d'équipement du foyer (+7,6 %). Le ratio de couverture s'établit à 1,2 %.

L'activité sectorielle se redresse progressivement

Le secteur du BTP connaît une légère amélioration de son activité. Les carnets de commandes demeurent remplis mais le secteur souffre d'une dégradation toujours plus intense des délais de paiement. Les charges d'exploitation restent relativement bien orientées et les trésoreries évoluent de manière favorable, mais restent une préoccupation pour une majorité des chefs d'entreprises.

L'activité commerciale progresse ce trimestre, avec des trésoreries jugées convenables par les chefs d'entreprises mais la réduction des effectifs constitue une grande préoccupation. Toutefois, les stocks de produits finis jugés très faibles au trimestre précédent sont en voie d'amélioration.

L'activité dans **les services marchands** est contrastée, elle progresse en ce quatrième trimestre après une année 2025 en dent de scie. Les chefs d'entreprise du secteur indiquent enregistrer un regain de leurs niveaux de trésorerie mais des délais de paiements toujours dégradés.

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin et des TAAF, dont la monnaie est l'euro. Il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, Il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

Nos publications et statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Contact presse : D. ALI CHARIF - tél : 02 69 61 05 05, daoulab.alicharif@iedom.fr